PRIX : 10 centins

LE

CASTORISME

VOILA L'ENNEMI !

PAR

UN VRAI CONSERVATEUR.

MONTREAL

1892

LE CASTORISME

VOILA L'ENNEMI !

APPEL AUX VRAIS CONSERVATEURS

Le parti conservateur a toujours puisé sa force dans l'union, la bonne entente et la discipline. Dans les grandes luttes de Cartier contre le rougisme, dans le Bas-Canada, et contre Brown et les grits, dans le Haut, le parti n'a triomphé que par sa cohésion, son inébranlable union. A cette époque, qui constitue les plus beaux jours du parti conservateur, on savait mettre de côté les préférences individuelles, les intérêts personnels, pour ne voir en tout et partout que le triomphe du parti ou de son programme. Le clergé, qui ne peut pas être libéral, n'ayant à choisir qu'entre deux partis bien tranchés, était en masse solide conservateur et nous donnait comme appoint une influence énorme, qui nous permettait de tenir nos adversaires dans une impuissance complète.

Jamais parti politique, plus fort et plus invincible, n'a existé dans ce pays ni ailleurs.

Le parti conservateur, dans la province de Québec, possède-t-il encore cette force et cette invincibilité ?

Poser la question, c'est la résoudre.

Les faits sont là pour répondre. Nous avons perdu le pouvoir en 1878, nous l'avons perdu en 1886 et sans les excès du régime Mercier, nous serions encore dans l'opposition pour vingt ans.

Quelle est la cause de ces échecs ?

Nous avons reconquis le pouvoir, nous avons une majorité écrasante dans la législature de Québec ; cependant, il existe dans le parti un malaise qui annonce la décadence et nous conduira encore promptement à la ruine, si nous ne prenons pas, sans tarder un instant, les moyens de remédier au mal.

Quelle est la cause de ce malaise ? quelle est l'origine de cette décadence ?

Voilà autant de questions que se posent tous les vrais conservateurs, tous les hommes sincèrement dévoués au bien du parti et du pays.

Il faut donner sans retard une solution pratique à ces graves questions : c'est précisément le but de cet opuscule, redigé par des hommes qui n'ont jamais abandonné le drapeau, et adressé à ceux qui s'intéressent sincèrement à l'avenir du vrai parti conservateur.

L'ORIGINE DU MAL

Comme nous l'avons dit plus haut, de 1854 à 1867, le parti conservateur a joui d'une puissance presque sans exemple dans l'histoire, puissance qu'il tirait de son union et de son inébranlable attachement à ses chefs. Un peu avant 1867, plusieurs libéraux de l'école modérée de *L'Ordre*, journal libéral religieux, se rallièrent à nous et furent acceuillis comme des frères. Ce fut tout simplement l'entrée du cheval de Troye dans la ville. Il y avait sans doute parmi ces recrues des hommes francs et sincères ; mais il y avait aussi des prétentieux, des hypocrites, des malcontents et des têtes-croches, qui ont malheureusement fini par faire boule. Il y avait aussi parmi nous un petit groupe de mécontents et de désappointés,—quelle est l'organisation humaine qui n'en a pas ?—mais ils étaient trop peu nombreux ou trop impuissants pour oser s'affirmer. L'arrivée

des autres leur donna un peu de contenance et bientôt commença cette œuvre de désagrégation qui s'est toujours continuée depuis.

Pour masquer leur jeu, ces faux partisans s'affublèrent du manteau de la religion et de l'Eglise, que le parti conservateur avait toujours servie avec une fidélité sans faiblesses. Abusant de la bonne foi d'un prélat auquel les années commençaient à faire sentir leur poids, ils réussirent à diviser le clergé à propos de la question des paroisses dans la ville de Montréal, et sous prétexte de défendre les droits de l'Eglise, qu'ils représentaient comme attaqués par Cartier, ils fondèrent *Le Nouveau-Monde*, l'aîné de cette presse hermaphrodite, destinée à servir de sentine aux nullités prétentieuses, aux ambitieux désappointés qui ne pouvaient se faire une position dans le parti en suivant les droits sentiers de l'honneur et de la loyauté.

Servi par des plumes habiles, aidé par le patronage d'un haut dignitaire ecclésiastique, en position de faire le chaud et le froid dans le clergé, le nouvel organe poussa son œuvre avec énergie, sema la division dans les rangs des conservateurs, ecclésiastiques comme laïques, répandit la défiance envers nos chefs, s'attaqua aux principaux articles de leur programme, notamment à l'annexion des Territoires du Nord-Ouest, en un mot, réussit à créer une telle confusion, que nous ne pouvions plus aller à la bataille qu'avec la plus grande crainte de voir une partie de nos troupes passer à l'ennemi. La position qu'il avait prise au sujet des malheureux événements de la Rivière-Rouge, en 1870, nous avait aussi aliéné une partie de nos alliés protestants des autres provinces, en sorte que, lorsqu'arrivèrent les élections générales de 1872, nous étions à moitié décimés par les divisions intestines, en grand danger d'essuyer une défaite.

Ces divisions amenèrent un événement que tous les vrais conservateurs se rappellent encore avec une douleur bien légitime—la défaite de Cartier dans Montréal-Est. Cette défaite, ce fut l'œuvre de cette faction d'hypocrites qui avait réussi à faire croire à bien des gens que notre chef était l'ennemi de l'Eglise, le persécuteur de l'évêque de Montréal, quand au fond, dans l'affaire de la division des paroisses, Cartier n'avait fait que protéger les citoyens contre les empiètements de l'ordinaire, sur des droits que Rome s'empressa de sauvegarder.

Cartier ne s'est jamais relevé de la peine que lui causa cette défaite. Blessé au cœur, accablé par cet acte d'ingratitude, il ne voulut pas demander un siège à sa province et se fit élire à Manitoba.

Non contents du coup qu'ils venaient de porter au plus grand chef que les conservateurs aient jamais eu, ces serpents le poursuivirent encore de leurs venimeuses morsures, se cachant dans les broussailles, dans les marais, pour mieux saisir leur proie, guettant l'occasion propice pour la couvrir de leur venin.

Cette occasion, ils l'eurent dans l'affaire des écoles du Nouveau-Brunswick. Sous prétexte de défendre les principes et les droits de l'Eglise, ils pactisèrent avec les libéraux pour susciter au gouvernement tous les embarras imaginables. Miné par le chagrin et les tracasseries de cette bande de faux dévots, Cartier succomba à la peine et se trouva à nous manquer dans le moment où nous avions le plus grand besoin de lu i pour diriger le parti à travers les écueils de plus en plus nombreux qui s'accumulaient dans son chemin.

Mais, avant d'aller plus loin, constatons bien que si le grand homme d'Etat que tout le pays pleure encore n'a pu fournir toute la carrière que nous avions droit d'attendre de lui, s'il nous a été enlevé par une mort prématurée, c'est à la faction des faux dévots et des faux partisans qu'il faut attribuer ce malheur. Ce sont eux qui l'ont usé par le chagrin, par leurs hypocrites tracasseries, enfin ce sont qui l'ont moralement assassiné.

Comment nous, les vrais conservateurs, pourrions-nous avoir des sentiments autres que ceux de l'abjection et du mépris pour cette race de sycophantes qui

nous a ravi le chef vénéré pour lequel nous avions tant d'estime et d'affection ? La plaie que ces gens-là nous ont faite au cœur n'est pas encore cicatrisée et ne se fermera jamais : plutôt des ennemis déclarés, des adversaires combattant loyalement, face à face, que ces fourbes et ces hypocrites qui ne se mêlent à nous que pour nous tirer dans le dos. Si nous avons besoin d'une alliance, faisons-la avec des hommes, fussent-ils des adversaires d'hier, non pas avec des caméléons et des sangsues.

LA BANDE SINISTRE CONTINUE SON ŒUVRE ; LE MAL S'AGGRAVE

Cartier disparu de la scène, le parti restait sans chef et il en fallait un pour tout réorganiser.

Ce n'était pas facile. La trahison des *nouveau-mondistes* avait fait son œuvre et le désarroi était dans le camp. Langevin, Masson et Chapleau étaient nos trois hommes le plus en vue. Chapleau était le disciple de prédilection, l'ami de cœur de Cartier, qui l'avatt formé à son école. Quoique jeune encore, il était plein de vigueur physique, à l'apogée de son talent et bien capable de continuer à diriger le parti dans la voie que son regretté chef lui avait tracée, d'autant plus que, si jeune qu'il fût, il avait déja un ascendant considérable sur Sir John MacDonald.

Mais Chapleau était franc dans le collier, pour employer une expression vulgaire et, surtout, il avait le malheur de dominer de dix coudées, par son talent, son prestige, sa largeur de vue, les éteignoirs qui faisaient dans les officines du *nouveau-mondisme*. Cela ne faisait pas l'affaire de ces messieurs, qui voulaient avoir à la tête du parti un homme plus maniable, pour être moins entravés dans leur œuvre de désagrégation.

Masson, qui voguait joliment dans les eaux du *nouveau-mondisme*, aurait fait l'affaire des gens de cette école ; mais ils le connaissaient trop pour ne pas appréhender sa versatilité et ne pas craindre d'essuyer une bourrasque au moment où ils se croiraient en eau calme. D'ailleurs Bellerose, un des principaux de la bande, agissait depuis plusieurs années comme modérateur de Masson à la Chambre des Communes ; il connaissait son homme comme le fond de sa main, et il avait prévenu ses congénères contre les coups de tête, les impulsions aussi spontanées qu'irraisonnées du capricieux député de Terrebonne.

Il fut donc décidé de laisser Masson sur la planche, sauf à le retenir au bercail en flattant sa vanité, en versant des larmes de crocodile sur sa déconvenue, afin de pouvoir l'utiliser au besoin.

Etant donné le caractère des *nouveau-mondistes* et celui de Langevin, il était facile d'imaginer que celui-ci pouvait compter sur le concours des autres. L'événement justifia ces prévisions. Tout ce qu'il y avait de *nouveau-mondistes* déclarés et *in potentiâ*—cette catégorie était relativement nombreuse—acclama Langevin pour chef et successeur de Cartier.

Ce fut tout simplement le commencement de la fin ; c'est de là que date la décadence du grand parti de Cartier.

Sans talent réel, comme sans largeur de vue, petit, étroit, mesquin, arrogant avec les faibles, autant qu'il est bas et rampant avec les forts, incapable de s'élever jusqu'aux nobles conceptions de la franchise, de la droiture et de la loyauté, ne prenant ses moyens d'action que dans les petites ressources de l'astuce, de la duplicité et des préjugés, Langevin était précisément l'homme qu'il fallait à l'école tortueuse du *Nouveau-Monde* pour continuer avec succès son œuvre de confusion et de division. Ces braves gens acceptèrent donc Langevin pour chef de gaieté de cœur ; mais, pour mieux dissimuler leur jeu, ils feignirent quelque restriction et affectèrent même de lui reprocher d'être trop imbu des idées de Cartier.

C'était tout simplement de la comédie ; derrière le rideau, les principaux acteurs de cette scène burlesque se félicitaient de leur succès et se vantaient d'avoir enterré Chapleau, le seul homme qui put continuer les traditions de Cartier, maintenir le vrai parti conservateur dans son intégrité.

LA PREMIÈRE ÉTAPE SÉRIEUSE

Langevin avait donc été bombardé chef, grâce à l'abstention d'un grand nombre de *cartiéristes*, bien disposés d'ailleurs, mais trop pusillanimes pour prendre une position et faisant un peu cause commune avec les *nouveau-mondistes* pour empêcher une scission trop éclatante,—grâce surtout aux manigances secrètes de la faction du *Nouveau-Monde*, qui ne cherchait rien moins que l'anéantissement du parti de Cartier.

Si dévots qu'ils soient, ces messieurs ne font rien pour des prières ; aussi dès qu'ils eurent porté Langevin au pinacle, à l'instar du juif de Shakespear, ils vinrent lui demander leur livre de chair.

Cette livre de chair, c'était tout simplement la tête de M. Ouimet comme premier ministre à Québec. Ce monsieur était de l'école de Cartier, il jouissait de l'estime des vrais conservateurs, de toute la phalange restée fidèle au vieux drapeau, il fallait le décapiter pour le remplacer par un homme de la nouvelle école.

Le *Nouveau-Monde* battait déjà M. Ouimet en brèche depuis un certain temps, avait fait toute campagne contre lui, lorsque survint un malencontreux événement, qui fournit à ces messieurs la chance de donner le coup de grâce au vieux parti.

Nous avons déjà indiqué la fameuse affaire des Tanneries.

Que cette affaire fût malheureuse, regrettable même, c'est possible ; mais qu'elle fût entachée de malhonnêteté, ou plutôt de collusion de la part des ministres, cela n'est pas vrai et n'a jamais été prouvé. Mais on sait combien il est facile, en criant au scandale, de soulever les masses, de faire perdre la tête aux gens même les plus raisonnables et les plus sérieux. L'école du *Nouveau-Monde*, qui n'a toujours vécu que de fausses représentations, de dénigrement et de calomnie, savait bien cela, connaissait bien ce faible de l'humaine nature ; elle l'exploita avec toute l'astuce et la canaillerie qui la caractérisent.

Langevin, qui lui devait son avènement au poste de chef, fut mis en réquisition. Irvine était alors, grâce à l'intermédiaire de McGreevy, l'un des bras droits du grand chef et il occupait la position de procureur-général dans le gouvernement Ouimet. Le Dr Fortin avait le portefeuille des terres de la couronne. Le premier par sa position et l'autre par son caractère représentaient une fraction considérable du parti et du gouvernement ; il était clair qu'en provoquant leur démission, on amenait inévitablement la chute du ministère.

Cela fut bien vite organisé, grâce à l'intervention de Langevin. Irvine donna sa démission pour lui être agréable, vu qu'il était le soleil levant, et Fortin envoya la sienne par loyauté, pour ne pas se rendre coupable d'insubordination envers le grand chef du parti, un peu aussi par manque d'énergie, en attachant trop d'importance aux clameurs insensées des meneurs de ce prétendu scandale.

L'effet prévu ne se fit pas attendre. Abandonné par ses principaux ministres, M. Ouimet dut remettre sa démission au lieutenant-gouverneur et laisser à un autre le soin de former une nouvelle administration.

Cet autre, pas n'est besoin de le dire, était trouvé d'avance ; la cheville était préparée avant même que le trou ne fut percé, et cette cheville c'était M. deBoucherville, qui fut installé sans plus de cérémonie dans le fauteuil que M. Ouimet venait de perdre par la calomnie et la trahison.

Ce fut le premier triomphe ostensible du *nouveau-mondisme.* Ouimet, Archambault et Chapleau, les trois chefs reconuus du vieux parti de Cartier, étaient jetés pardessus bord, puis remplacés par deBoucherville, l'homme du *Nouveau-Monde*, avec Angers, Garneau et Mailhot pour satellites et Beaubien dans la pénombre, guettant avec avidité pour prendre sa chance quand même, dès qu'il la trouverait. En un mot, l'école réactionnaire, la coterie des traîtres, des envieux et des nullités avait enfin le haut du pavé, et les hommes du vrai parti conservateur, les Ouimet, les Archambault et les Chapleau étaient répudiés, conspués, traînés dans la fange de la calomnie, condamnés quand même à la déchéance, pour faciliter l'avènement du *nouveau-mondisme* et consolider son règne.

C'est-à-dire que le vrai parti conservateur était annihilé par la faction des traîtres et des envieux.

LA SECONDE ÉTAPE SÉRIEUSE ; LE MAL DEVIENT FATAL

Quand arriva la chute du gouvernement Ouimet, nous avions déjà perdu depuis une douzaine de mois le pouvoir à Ottawa, à la suite du prétendu scandale du Pacifique. Le parti conservateur était donc en pleine désorganisation, sous le coup des préjugés les plus violents. Pour ramasser tous les débris restant après ces deux désastres, les réunir, les assembler solidement et en reconstruire un grand navire, capable de braver la fureur du flot courroucé de l'opinion publique égarée, il fallait un homme habile, énergique, à la hauteur de la situation. Cet homme, ça devait être le chef du gouvernement de Québec, vu que Langevin, le chef au fédéral, avait été tellement compromis par les révélations dans l'affaire du Pacifique, qu'il n'avait pas même tenté de se faire élire aux élections générales de 1874.

Pour accomplir cette grande et difficile œuvre de réorganisation, le *nouveau-mondisme* nous imposa M DeBoucherville.

Etait-ce ce qu'il nous fallait ?

Que M. DeBoucherville soit un honnête homme, comme le commun des bons citoyens, qu'il soit respectable dans sa vie privée, comme tous les bons pères de famille, personne ne le conteste et nous l'admettons bien volontiers. Mais ces qualités, si précieuses qu'elles soient, ne suffisent pas à faire un chef de parti, encore moins un premier ministre. Autrement, autant vaudrait mettre à la tête d'un parti ou des affaires du pays, un bon vieux curé de campagne. Pour être apte à occuper dignement ces postes importants, il faut avoir le talent de la parole, de la clairvoyance, du tact, de l'énergie, l'amour du travail, de l'expérience dans les affaires, autant de qualités qui brillent plus ou moins par leur absence chez M. DeBoucherville. Nous ne voulons pas dire qu'il est un *minus habens ;* mais nous ferions injure au bon sens, nous nous exposerions probablement au ridicule, si nous poussions l'audace jusqu'au point de le poser en homme d'Etat.

Tout cela, d'ailleurs, ressort malheureusement des faits et gestes de M. DeBoucherville durant sa première administration. Homme lige de la faction du *Nouveau-Monde*, il se plia à tous ses caprices et, au point de vue de la tactique, accumula bévue sur bévue. Pour satisfaire ces grincheux, il s'entoura d'hommes nouveaux, sans expérience dans les affaires publiques ; il confia la direction du parti, à l'assemblée législative, à des *leaders* d'une impéritie vraiment désespérante. Rigide par apparence et réactionnaire par tempérament, il n'en lança pas moins la province dans une série d'entreprises hors de proportions avec ses ressources ; puis, ne tenant guère compte du mauvais état des affaires, qui affectait sensiblement le revenu, il fit les choses avec une libéralité, une magnificence qui se traduisait chaque année par des déficits de plus en plus considérables.

Il ne fallait pas être prophète pour voir que de ce train, on menait le parti conservateur à la ruine, ce qui arriva à courte échéance. Letellier, qui n'attendait qu'une occasion propice, ne la manqua pas quand le ministère, à bout de ressources et de finances, présenta ses fameux projets de taxes, nécessité qu'il eût été facile d'éviter en mettant un peu de tact et de sens pratique dans l'administration des affaires du pays. Mais les grincheux et la phalange langeviniste qui, par l'intermédiaire de McGreevy, profitaient de ce dévergondage administratif, ne l'entendaient pas de cette oreille, et M. DeBoucherville, manquant de l'énergie nécessaire pour résister, se laissa entraîner par le courant, qui le précipita dans l'abîme et tout le parti avec lui.

Ainsi s'explique la catastrophe du 8 mars 1878, qui amena le mal à la phase fatale.

Jamais le parti conservateur ne s'était vu dans une aussi pénible situation. Dans l'opposition à Ottawa, dans l'opposition à Québec, sans chefs pour ainsi dire, puisque Langevin et Angers étaient restés snr le carreau, aux deux élections générales, nous avions encore contre nous l'hostilité ouverte des Anglais et des protestants, qui avaient jusque là fourni l'un des appoints les plus importants du parti conservateur. Confondant les deux groupes opposés aux libéraux, les Anglais nous tenaient responsables des élucubrations religieuses du parti *nouveau-mondiste* et nous enveloppaient dans la défiance et l'hostilité que leur avaient inspirées ces élucubrations. Enfin le clergé, qui nous avait toujours été fidèle, avait fini par se diviser et une partie notable de ce corps, qui avait toujours été le plus solide rempart des conservateurs, faisait escorte aux *nouveau-mondistes* et s'était carrément tournée contre nous, nous confondant et nous condamnant avec les libéraux.

Tel était le résultat de l'œuvre criminelle accomplie par la faction des jaloux et des haineux qui s'étaient détachés de nos rangs par dépit. Le grand parti formé par le patriotisme et le génie de Cartier n'était plus qu'un monceau de ruines et en présence de ces ruines, qui faisaient verser des larmes à tous les bons patriotes, les escobards qui avaient amené ce résultat sous prétexte de défendre les droits de l'Eglise, que personne n'attaquait—ces misérables jouissaient de leur triste triomphe, prêts à donner la main aux libéraux, afin de rendre absolument impossible la réorganisation du grand parti de Cartier.

Quand on se rappelle tout cela, nous les fidèles du vieux drapeau, est-il possible de contenir la juste indignation que provoque une pareille trahison ?

LES REPTILES SE CACHENT POUR ATTENDRE LA PROIE, PUIS SIFFLENT ENCORE QUAND ELLE LEUR ÉCHAPPE

Nous étions donc roulés à Québec, grâce au coup d'Etat du trop fameux Letellier. La position était des plus désespérées. Les *nouveau-mondistes*, par leurs exagérations, nous avaient aliéné tous les protestants, qui se rallièrent naturellement à M. Joly, un de leurs coreligionnaires. Poussés au pied du mur par les provocations de la coterie des bigots, les protestants avaient formé la *Ligue Evangelique*, qui était devenue une organisation puissante. Dirigée par le *Witness*, cette ligue faisait une guerre sans merci à M. DeBoucherville, qu'elle regardait avec raison comme le chef de l'école du *Nouveau-Monde*. Son fanatisme, du reste, trouvait un aliment assez plausible dans certains actes du ministère. Ainsi, sous prétexte de chasser les Anglais des Cantons de l'Est, en les refoulant par l'établissement de colonies canadiennes, le gouvernement DeBoucherville avait jeté en pâture à quelques affamés plus de $50,000 pour organiser le fameux établissement de Piopolis, dans le comté de Compton. Et pour mettre le comble à cette absurdité, on rassemblait comme premiers colons un groupe de zouaves pontificaux. Il n'en fallait pas plus pour pousser les protestants au paroxisme de l'exaspération, ce qui arriva en effet.

Toujours est-il qu'il fallait entreprendre la lutte contre le ministère Joly, qui avait pour l'appuyer l'influence du gouvernement fédéral et le concours actif des protestants.

M. DeBoucherville n'est pas précisément un batailleur, ou, quand il se bat, il le fait à la façon des grands capitaines, c'est-à-dire qu'il reste sous la tente pendant que ses soldats se font massacrer par l'ennemi, sauf à récolter ensuite la gloire du combat, acquise par ses subalternes au prix de leur vie. C'est ce qu'il fit en 1873, comme il a fait encore l'hiver dernier. Pourquoi paierait-il de sa personne—même s'il avait les aptitudes pour le faire—quand il sait si bien qu'il a le talent de faire tourner à son profit l'ouvrage des autres ? Les serfs ne sont-ils pas nés pour faire la fortune de leurs seigneurs ?

Le poids de la lutte retomba donc exclusivement sur les représentants du parti de Cartier, affaibli et désorganisé par la trahison ou les exagérations des *nouveau-mondistes.*

Chapleau et ses amis se lancèrent dans la lutte avec l'énergie du désespoir, bien déterminés à vaincre ou à périr jusqu'au dernier sur le champ de l'honneur. Ils menèrent la bataille avec un courage et une habileté qui attachèrent bientôt la victoire au vieux drapeau de Cartier. En moins de dix-huit mois, Chapleau nous ramena au pouvoir à Québec, comme Sir John MacDonald nous y avait ramenés à Ottawa. Comme il avait été à la peine, il était tout naturel que Chapleau fût à la récompense et, conformément aux usages constitutionnels les plus élémentaires, le lieutenant-gouverneur lui confia le poste de premier ministre.

C'est alors que recommencèrent les sifflements et les grincements de dents.

Durant toute la bataille, la phalange des grincheux s'était tenue sous les frais ombrages de l'abstention, épiant l'issue du combat pour la faire tourner à son profit. Grande fut sa déception quand elle vit le lieutenant-gouverneur déposer la couronne civique sur le front de Chapleau. Sa colère ne connut plus de bornes ; elle fit au digne et vaillant chef de notre parti, qui nous avait si prestement remis le pouvoir en mains, une guerre de corsaire, dix fois pire que celle des libéraux. Tout ce qu'une nature méchante peut inventer de mensonges et de calomnies sur le compte d'un homme, ils l'inventèrent sur celui de Chapleau. Proposait-il de contracter un emprunt pour remplir la caisse vidée par l'administration Joly, on l'accusait de préparer une spéculation pour ses amis ; accordait-il une subvention à un chemin de fer, on criait sur les toits que c'était pour mettre de l'argent dans le gousset de Sénécal et Dansereau. Les actes du gouvernement étaient espionnés, les paroles des ministres étaient tronquées et torturées, enfin on employait pour détruire Chapleau tous les moyens que peuvent fournir l'astuce, la fourberie et la canaillerie. On passait tout cela sous le couvert des prétendus bons principes.

LA CAUSE DE LEUR IRE—LE MASQUE TOMBE

Pour culbuter le gouvernement Joly, Chapleau avait été obligé de faire appel aux hommes de bonne volonté et d'intéresser à sa cause plusieurs partisans du ministère. Ces derniers, on le comprend facilement, ne voulurent pas abandonner leur drapeau sans avoir la promesse que quelques-uns des leurs seraient appelés à faire partie de la nouvelle administration.

Formé à l'école de Cartier, Chapleau respectait trop la parole donnée pour manquer à ses engagement s: il fit donc entrer MM. Flynn et Pâquet dans son gouvernement. Il ne lui restait que quatre portefeuilles, et sur ces quatre, il fallait en accorder deux aux anglais, pour respecter les traditions du parti. Il ne restait alors que deux portefeuilles pour les conservateurs canadiens-fran-

çais ; il les confia à MM. Loranger et Ross, qui avaient pris une part fort active à la bataille.

Ce choix avait été motivé, ou plutôt nécessité par deux raisons péremptoires :

1—Il fallait éliminer M. DeBoucherville et son entourage de faux dévots, pour ramener les Anglais au bercail ;

2—Il fallait récompenser ceux qui avaient lutté et s'étaient séparés de leurs amis pour ramener les conservateurs au pouvoir.

Quant à M. Angers, il avait pris une certaine part à la lutte, pour obtenir la démission de Letellier et culbuter Joly ; mais il était tellement impopulaire, qu'il eût suffi de le prendre dans le gouvernement pour faire manquer toute l'affaire. La preuve que l'opinion lui était carrément hostile, nous l'avions eue aux élections de 1878 : dans un comté conservateur depuis vingt-cinq ans, comme l'était Montmorency, il n'avait pas même pu s'empêcher d'être battu par l'imberbe Charles Langelier, un enfant, pour ainsi dire, sortant du collège et absolument inconnu dans le comté. M, Angers aurait été pareillement battu dans n'importe quel autre comté, tant il était impopulaire, exécré partout, par suite de ses fameux projets de loi pour imposer des taxes. *Angers le Taxeux*, comme les libéraux l'appelaient, c'était un épouvantail, un objet de haine dont le nom seul faisait bondir de rage, même les conservateurs fidèles à leur drapeau. On ne pouvait pas lui pardonner d'avoir mené le parti à la ruine par son manque de tact, ses extravagances de langage et d'administration, de même que par ses insensés projets de taxe.

M. Angers était donc, à tous les points de vue, une impossibilité politique et force fut à M. Chapleau, dans l'intérêt du parti, de le laisser de côté.

Les grincheux, qui reconnaissaient Angers pour leur chef réel, prétextèrent cette élimination pour faire à M. Chapleau une guerre de corsaire. Angers et DeBoucherville les avaient choyés, gorgés ; voyant que ces deux hommes n'étaient pas dans le gouvernement, ils croyaient qu'on les tiendrait à distance de la crèche, et comme tous leurs principes politiques se réduisent à une affaire de curée, ils hurlèrent comme des hyènes privées de leur pâture.

La conduite indigne que ces messieurs tinrent envers Chapleau à propos de l'affaire Prentice et de deux ou trois autres scandales ratés mit leur jeu à découvert ; mais on ne les croyait pas capables de la canaillerie dont ils firent preuve dans l'affaire de la vente du chemin de fer du Nord.

Cette question était la base de la politique du gouvernement et du parti. Le premier ministre avait annoncé cette politique dans son discours de Ste-Thérèse et aux élections du mois de décembre 1881, il était parfaitement connu que la vente du chemin de fer était la principale question soumise à l'électorat. Le résultat fut favorable et le gouvernement avait naturellement droit d'espérer qne cette transaction serait ratifiée par la législature sans la moindre difficulté.

Malheureusement, Chapleau ne connaissait pas encore toute la malice, toute la fourberie de l'école qui proclamait M. DeBoucherville son chef.

Les grandes mesures de réforme et de progrès passionnent toujours les esprits. Dans ces moments d'agitation, rien n'est plus facile que d'égarer l'opinion publique, de faire perdre la tête à un grand nombre de gens sérieux et sensés.

Comptant sur ces aberrements de l'esprit humain, escomptant la faiblesse des pusillanimes, qui voient partout des fantômes, les grincheux se vengèrent de leur déconvenue en ourdissant contre Chapleau un des complots les plus criminels, pour empêcher la vente du chemin de fer et amener la chute du gouvernement, à leur profit et à celui des libéraux. Beaubien, qui écornifiait dans les deux camps et avait des intérêts dans l'un des syndicats, tenait ses congénères au courant de tous les plans du gouvernement. Connaissant ainsi ce qui se passait dans la citadelle, on croyait qu'il serait facile de la faire sauter.

Reprenant la tactique qui avait si bien réussi contre M. Ouimet en 1874, on

voulut tuer le gouvernement Chapleau en provoquant la désertion de quelques-uns de ses membres. Le Dr Ross, qui a toujours été sur la clôture, tomba facilement dans le panneau et donna sa démission. Ce point gagné, les conspirateurs s'allièrent aux libéraux pour battre le gouvernement en brèche. A Montréal, Beaubien, Trudel, DeBellefeuille et consorts, pataugeaient avec Rosaire Thibaudeau, Beaugrand, Beausoleil et les autres sommités rouges ; à Québec, James Belleau, son homonyme Isidore, le Dr Samson, Tardivel, le notaire Charlebois marchaient bras dessus bras dessous avec Joly, Langelier, Pantaléon Pelletier et tout le fretin libéral.

Dans la presse, dans les assemblées publiques, même dans la correspondance privée, on déversait par torrents la calomnie sur le compte de Chapleau et de son gouvernement. Les brebis galeuses du *nouveau-mondisme* s'arrogeaient toujours le titre de conservateurs, pour mieux cacher leur jeu, se faufilaient dans nos rangs pour chuchoter à l'oreille de nos amis des imputations, des calomnies atroces sur le compte de Chapleau et de ses collègues. Ils entraient jusque dans le sanctuaire de la vie privée, pour mieux réussir dans cette œuvre infernale du dénigrement. Foulant aux pieds ce qu'il y a de plus auguste au monde, oubliant leurs principes, étouffant le cri de leur conscience, méprisant l'histoire politique de leur pays, ces misérables avaient tourné casaque et, cherchant à imiter la fable du renard à la queue coupée, remuaient ciel et terre pour entraîner les vrais conservateurs dans leur volte-face. C'eût été la ruine du parti ; mais qu'importait-il à ces traîtres, à ces nullités besogneuses, bouffies de jalousie et de haine, qui voulaient s'élever sur des ruines, faute de pouvoir arriver par leur valeur ou leur mérite ?

UN PEU DE BIOGRAPHIE CONTEMPORAINE

Les chefs de ce banditisme politique étaient Beaubien, à l'assemblée législative, DeBoucherville et Ross au conseil.

Beaubien, comme beaucoup d'autres de même acabit, a eu l'avantage de venir après son père. Cela l'a débarrassé de la nécessité de travailler, de faire quelque chose pour gagner sa vie. C'est bien le cas de dire que la Providence fait bien ce qu'elle fait ; car, dans les luttes de la vie, dans une profession, ce brave homme n'aurait eu que les aptitudes voulues pour arriver dernier, ou " porter les provisions, " pour employer le langage du turf.

Faute de pouvoir faire autre chose, Beaubien fit semblant de se mettre habitant et encore aujourd'hui, il fait semblant de cultiver la terre à *Poupa*. Il n'a ni le goût du travail, ni le talent ni les connaissances nécessaires pour faire un bon cultivateur ; mais à la place de tout cela, il a un instinct qui lui permet de trouver dans la terre des ressources que les autres n'ont jamais pu y découvrir. Ainsi, au lieu de semer des graines, comme tous les autres, il a semé de la politique et le rendement a été bien plus considérable—dans les affaires de chemins de fer qui aboutissent à Mile-End.

Ce brave homme a le malheur d'être atteint d'une maladie du foie, ce qui le rend morose, grincheux, mauvais coucheur dans toute la force du mot. Pour cette raison, probablement, il a eu des compagnons, mais jamais d'amis. Ainsi isolé, il tomba naturellement dans la catégorie des grincheux, mais ne se mêla pas à la bande au point d'être répudié par les gens de Cartier. Il se tenait habilement sur la clôture, un pied au-dessus de l'un et l'autre champ, prêt à se laisser choir du côté le plus avantageux.

N'ayant rien à faire et ne sachant à quoi passer son temps, il se fit élire en 1867 député à l'assemblée législative. La première session n'était pas encore finie, que ce brave Beaubien avait déjà la maladie du portefeuille. Mais il redoutait Chapleau, qui avait bien plus de chance que lui, dans le cas où les

vieux décideraient de faire entrer les *jeunes* dans le cénacle. Pour pousser son ours, il faisait une cour assidue aux journalistes, les questionnant pour se tenir au courant du mouvement et découvrir si Chapleau avait des offres ou plus de chances que lui. Grande fut sa déconvenue quand, un beau matin du mois de mars 1873, il vit entrer Chapleau dans le ministère de M. Ouimet. Les *nouveau-mondistes* eurent alors notre Beaubien en partage, et l'on sait le rôle qu'il a joué à propos de l'affaire des Tanneries : il fut l'un des plus enragés contre Ouimet et Chapleau, un de ceux qui se donnèrent le plus de mal pour organiser ces enquêtes dans lesquelles les représentants du parti de Cartier furent traités avec une injustice qui sera toujours une tache dans notre histoire.

Il pensait bien arriver à la suite de cette échauffourée ; mais il était si impopulaire que M. DeBoucherville n'osa pas se l'associer pour collègue. Cela ne plaisait pas à Beaubien, mais faisait son affaire : ainsi mis de côté, il pouvait, avec une certaine plausibilité, poser en malcontent et carotter le gouvernement avec beaucoup plus de succès.

Cela ne manqua pas.

Le chemin de fer de Colonisation du Nord devait avoir son terminus à Mile-End et l'exécution de cette entreprise devait naturellement doubler, décupler même la valeur des terrains avoisinant le terminus. Parmi ces terrains se trouvait " la terre à *Poupa.* " Afin de mieux assurer le succès de l'affaire, on prétexta l'inhabilité de la compagnie à mener l'entreprise à bonne fin, pour induire le gouvernement à se charger de l'entreprise. Beaubien fut l'un des plus ardents dans cette campagne, où son *mérite méconnu* lui donnait un grand poids auprès de M. DeBoucherville.

Au dernier moment, cependant, il faillit faire manquer l'affaire.

D'après l'arrangement soumis par le curé Labelle au gouvernement, la compagnie devait tout abandonner sans compensation aucune. Cela ne faisait pas le jeu de " notre Louis, " comme disait le bon curé : il voulait avoir en argent la valeur nominale de son stock, sur lequel il n'avait pas versé un sou. Cette obstination retarda considérablement l'affaire et faillit bien la faire manquer.

Il tira au renard juste assez pour se préparer une bonne aubaine : en capitulant, il stipula que les *deux* chemins—celui du nord de Montréal, allant à Ottawa, et celui de la rive Nord, allant à Québec—n'eussent qu'un seul terminus. Il mit le sceau à ce gentil petit projet en donnant le droit de passage, pour mieux contrôler le tracé de la ligne sur ses terrains, ce qui lui permit d'organiser une division de lots à bâtir des plus avantageuses pour lui. Simple histoire de donner un œuf pour avoir un bœuf. Pour compléter l'affaire, il vendit plus tard à Sénécal, pour le gouvernement, le terrain environnant la station de Mile-End trois fois le prix des terrains avoisinant le sien, puis il fit bâtir le chemin conduisant au site de l'exposition pour faire valoir ses propriétés, toujours aux dépens du gouvernement.

Non content de tout cela, " notre Louis " voulut encore se faire un magot, lors de la vente du chemin. A cette fin, il avait organisé le syndicat Allan-Rivard, dont la proposition impossible fut naturellement écartée. De là la colère de Beaubien et la guerre de corsaire qu'il fit au gouvernement à la session de 1882.

Pour apaiser ces divisions fratricides et se rendre aux désirs de Sir John MacDonald, qui le pressait depuis longtemps d'entrer dans le gouvernement fédéral, Chapleau quitta Québec pour Ottawa. Beaubien espérait bien trouver son affaire dans ce remue-ménage et visait le poste d'orateur à l'assemblée législative. Malheureusement pour lui, il avait occupé ce poste sous le gouvernement DeBoucherville. Son acariâtreté, sa rudesse de manières, sa tyrannie envers les employés en avaient fait un véritable épouvantail. Il traitait ses subalternes comme des brutes et il avait poussé l'arrogance jusqu'à forcer les pauvres messagers à porter constamment l'habit à queue et les gants blancs.

On comprend facilement que M. Mousseau ne voulut pas se mettre un pareil éléphant sur les bras et le laissa tout bonnement de côté. Beaubien en fut furieux et promit de se venger. Appuyé par Ross et DeBoucherville au conseil législatif, il continua contre Mousseau la campagne de guérillas qu'il avait faite contre Chapleau. Son premier guet-apens, en 1883, fut l'affaire de l'emprunt, nécessaire pour achever de payer les obligations contractées par le gouvernement DeBoucherville en 1875, à l'instigation même de Beaubien et de ses congénères. " Ce qu'il y a de plus extraordinaire, disait ce pauvre Mousseau, c'est de voir au nombre de mes détracteurs ceux-là mêmes qui ont été les plus ardents à amener les causes qui ont produit ce résultat... Ils me frappent dans le dos au moment où je travaille à améliorer l'état de nos finances, résultant de leur propre politique. La haine qu'il a recueillie de ce qui s'est passé l'an dernier, triomphe de la raison et du cœur du député d'Hochelaga. "

Cette haine, Beaubien eut l'occasion de l'assouvir à son goût.

L'élection de Mousseau dans Jacques-Cartier ayant été annulée, il fallait recommencer la partie. Dans les circonstances ordinaires, on ne fait pas d'opposition à l'élection d'un premier-ministre ; mais les *castors*—les grincheux et les traîtres venaient de prendre ce nom—ne l'entendaient pas de cette façon et voulurent profiter de l'occasion pour s'affirmer. De concert avec Mercier et Laflamme, ils organisèrent la fameuse lutte de 1883. Abusant de la bonne foi d'un honnête homme, ils le suscitèrent pour adversaire à Mousseau. C'est Beaubien qui était au fond du sac, bras dessus bras dessous avec les chefs rouges.

Les faits et gestes de " notre Louis, " depuis cette date, sont encore frais dans la mémoire de ceux qui suivent les affaires publiques : il est inutile de les relater ici. Qu'il suffise de dire qu'avec toutes ces manigances et ces trahisons, Beaubien s'est rendu tellement odieux, qu'il n'a pas osé se présenter dans Hochelaga en 1886, 1890 et 1892, et que pour se mettre en position de garder le portefeuille qu'il tient de la munificence de Pelletier et de DeBoucherville, il lui a fallu entrer par la fenêtre dans le comté de Nicolet.

Le Dr Ross jouait le second violon dans le trio qui organisa la lutte à Chapleau en 1882.

Cette volte-face prit bien du monde par surprise. Jusque là, il avait tenu ferme au drapeau de Cartier et bataillé courageusement contre la bande de faux dévots. Il était dans un des principaux centres d'action de cette misérable engeance, qui lui fit une guerre sans merci. Il fut excommunié par *Le Journal des Trois-Rivières* et traqué par le sénateur Trudel, au point qu'en 1872 il aurait été prêt à faire alliance avec les libéraux pour anéantir la race programmiste. Mal noté par cette école, il fut naturellement laissé de côté, lors de la formation du premier gouvernement DeBoucherville.

Il fut un des plus vaillants dans la lutte contre Letellier et Joly ; aussi, quand arriva le temps de récompenser les bons soldats, Chapleau se fit un devoir de le nommer orateur du conseil législatif. Cela, paraît-il, était au-dessous de ses aspirations et il y a lieu de croire qu'il n'accepta ce poste que dans le but de s'en servir pour arriver au premier grade. Toujours est-il qu'il abandonna Chapleau au moment psychologique, lors de la vente du chemin de fer, se rallia carrément aux castors et fut l'un des plus ardents dans la lutte organisée pour amener la déchéance de Chapleau et l'anéantissement du parti cartiériste.

A partir de cette date, il a toujours frayé avec les castors et travaillé constamment à la division du parti conservateur. Pour devenir premier ministre, il a forcé Mousseau à se retirer et l'on sait comment le sceptre lui est tombé des mains en 1887. Si nous avions eu à la tête du parti un homme habile, aux idées tranchées et aux allures franches, Mercier ne serait pas arrivé en 1886. Malheureusement, les hésitations du Dr Ross, ses tentatives puériles de se recruter

et parmi les castors et parmi les cartiéristes, avait démoralisé l'armée conservatrice et quand arriva la bataille, les castors, auxquels il avait donné un peu de contenance, l'abandonnèrent et le firent rouler dans le fossé.

Il faut croire qu'il n'a pas de rancune, car l'automne dernier, c'est lui qui a manigancé pour les installer au pouvoir dans la personne de son ami DeBoucherville. Que lui importe le sort du parti ? Titulaire de la sinécure la plus voyante, en possession d'un trône qui lui permet de poser en gandin—ce qui est son talent le plus remarquable—il ne s'occupe guère que les vrais conservateurs soient représentés à Québec par un gouvernement qui ne peut les conduire qu'à la ruine. Son patriotisme et son amour du parti ne vont pas audelà du *posage*.

Pour culotter une pipe, DeBoucherville n'a pas d'égal. C'est sa spécialité. Indolent, sans initiative, il passe son temps à fumer, en s'extasiant sur le moyen-âge et pleurant le non-avènement du comte de Chambord, avec lequel il a, au physique comme au moral, plus d'un point de ressemblance.

Comme tous les Bourbons, notre premier ministre n'apprend rien et n'oublie rien. Sa chute en 1878 n'a pu lui apprendre que le peuple n'aime pas les taxes et cette dégringolade ne lui a pas fait oublier de se venger, en imposant au peuple ce que celui-ci avait répudié en 1878. Si, dans toute cette affaire, le premier ministre ne risquait que sa peau, on pourrait lui pardonner cette vengeance ; mais en se vengeant de sa déconvenue passée. il tue le parti conservateur qui devient solidaire de ses bévues.

D'ailleurs, il est bon pour ses mignons et sous des apparence de grande austérité. il a un grand fonds de faiblesse pour l'adulation. C'est ainsi que le dominent Pelletier et Beaubien et toute la gente castor, avec laquelle il a toujours frayé En flattant sa vanité, ces mâtins lui font tout faire, ou plutôt le disposent à laisser tout faire. Dans le temps où il n'osait pas faire face à l'ennemi, il appelait Chapleau à son aide, comme au fameux tournoi de Lotbinière, par exemple ; mais, une fois le danger passé, il rentrait dans la cohorte des conspirateurs et faisait tout en son pouvoir pour détruire le parti de Cartier. A preuve, sa conduite indigne envers les administrations Chapleau et Mousseau, qui représentaient le vieux parti.

C'est avec ce grand mannequin, aux poses graves et solennelles, que les castors ont entrepris de ruiner le parti. Le succès leur sourit. Le passé de leur chef leur est garant de ce qu'il peut faire en temps opportun. Toujours, au temps des grandes batailles du parti, ce brave homme nous a prestement tourné le dos pour s'allier à l'ennemi. Lors de la vente du chemin de fer, il se rangea loyalement sous le drapeau de Joly, ne se souciant pas le moindrement de tuer le parti, du moment qu'il trouvait l'occasion d'assouvir sa jalousie et sa haine contre Chapleau. Ce fut encore lui qui poussa sourdement la guerre de corsaire qui amena la retraite de ce pauvre Mousseau, pour assurer l'avènement des castors ; malheureusement pour lui, ce fut Ross qui tira les marrons du feu. Dans la fameuse campagne du *riellisme*, la plus terrible qui ait jamais été faite contre le vieux parti conservateur, DeBoucherville fut un des premiers à déserter le vrai drapeau, et si, par calcul, il a un peu caché son jeu, pour être prêt à toute éventualité, il n'en est pas moins bien connu qu'il a fait à la sourdine tout ce qu'il a pu contre nous.

Voilà l'homme que les castors voudraient nous imposer pour chef.

Quelle garantie nous offre-t-il ?

Comme administrateur, il est tout simplement pitoyable. C'est lui qui a plongé la province dans les embarras financiers où elle s'agite depuis quinze ans. Lui, qui reprochait à Chapleau d'avoir décidé la vente du chemin de fer sans consulter les Chambres, il avait donné le contrat pour l'exécution de cette même entreprise sans rien consulter, pas même les règles les plus élémentaires du bon sens, et les commissaires qu'il avait chargés de cette entreprise, pour se

débarrasser lui-même de la besogne, constataient peu après dans un de leurs rapports, qu'il avait donné des contrats s'élevant à $8,000,000, sans même avoir pris les précautions les plus élémentaires pour s'assurer de la valeur et du coût de l'ouvrage. Et Dieu sait s'il y en a eu, des *extras !*

Ses fameuses taxes et toutes les principales mesures de son administration ont été autant de bévues qui nous ont causé un tort incalculable. Il est encore parti du même train, et si nous ne prenons pas les moyens de l'arrêter au début, nous courons encore à la ruine; la déchéance du parti est une affaire de quelques mois. Avec des acolytes comme Pelletier et Beaubien, qui sait le mal qu'il peut nous faire ?

LE POUSSIN SORT DE L'ŒUF—ORIGINE DU VRAI CASTORISME

Par la disparition du *Nouveau-Monde,* les grincheux s'étaient trouvés un beau matin sans organe à leur disposition. Ils s'en consolèrent tant bien que mal, aussi longtemps que leurs chefs, DeBoucherville et Angers, furent au pouvoir ; mais après la formation du gouvernement de 1879, ils crurent à propos d'avoir un journal à eux, pour mieux battre en brèche Chapleau et le vieux parti, dont il était le chef reconnu. A cette fin, ils firent appel au clergé, qu'ils avaient divisé, et réussirent à monter la boutique de *L'Etendard,* au profit de F. X. A. Trudel et consorts.

Ce fut en 1880 que ce prodige vit le jour. Comme l'enfantement avait été passablement douloureux et comme le nouveau-né était le fruit de la vengeance, de la rancune et de la haine, ses premiers vagissements furent des cris de rage contre tout ce qui ne faisait pas l'affaire des parrains. Chapleau et ses amis furent assaillis avec toute la malhonnêteté, la malice et la brutalité dont les faux dévots sont capables, ce qui n'est pas peu dire. Tout ce qu'il y avait de *petits-manteaux,* à Montréal et dans les campagnes, apportait son dévolu à ce sale organe, qui écoulait la bile de tous les désappointés. Pour masquer cette besogne, on s'affublait naturellement du manteau de la religion et des bons principes.

Voulez-vous avoir une idée du style de ces gens-là ? En voici un échantillon, cité par Chapleau dans son fameux discours de St-Laurent :

" Vil intriguant, menteur, spéculateur, pillard, traficant de principes, *jobber* éhonté, esclave, manipulateur de consciences, chef de bande de brigands, vampire, escamoteur de lettres, franc-maçon, ami des sicaires, des assassins, ami des forçats, hypocrite, rapinard, voleur. "

Comme le disait Chapleau, un pareil stock ne pouvait pas venir d'un magasin bien propre. Or, c'est avec ce stock que ces braves gens, tout en se disant conservateurs, faisaient la guerre au chef reconnu et respecté du parti conservateur dans la province de Québec. Et ce qu'il y avait de plus pénible, c'est qu'une grande partie du clergé, principalement dans le diocèse de Montréal, patronnait tout cela, en prenait la responsabilité et en payait même les frais, puisque c'était un certain nombre de prêtres qui se saignaient à blanc pour maintenir la boutique de *L'Etendard.*

Jamais les libéraux, nos adversaires déclarés, n'avaient fait pareille guerre contre nous, même dans les plus mauvais jours du *Pays,* et un vieil ami de Cartier disait avec raison, quelques mois après l'apparition de *L'Etendard,* que " le poussin qui venait de sortir de l'œuf n'était qu'une sale harpie. "

Mais ce journal ne suffisant pas à écouler tout ce qu'il y avait de haine et de venin dans le cœur de cette bande de déçus ou d'envieux, on recourut à l'anonyme et au pamphlet. absolument comme dans les carrefours de la commune. A cette fin, on lança dans le public le fameux pamphlet portant la signature de *Castor,* nom de plume qui, paraît-il, cachait ceux d'un certain curé du diocèse

de Trois-Rivières et d'un avocat bien connu de Montréal, qui avait fait d'excellentes petites affaires avec le chemin de fer Q. M. O & O., même sous le gouvernement Chapleau. Comme ce pamphlet résumait tout le programme de la bande dont il était l'expression, on appliqua le nom du signataire à toute la troupe, qui fut dès lors désignée sous le nom de *castors*.

Ce que nous venons d'exposer montre assez que le parti des castors s'était recruté dans la tourbe malsaine des envieux, des désappointés, des ambitieux qui prennent la haine pour le talent et la calomnie pour moyen d'action. Dans l'un des plus éloquents discours qu'il ait prononcés pour défendre le vieux parti contre cette méprisable engeance, voici la description que Chapleau en a donnée :

QU'EST-CE QU'UN CASTOR ?

" S'agit-il ici de cet animal intelligent et industrieux qui, avec la feuille d'érable, nous sert d'emblême national ? Non, nos adversaires politiques ne sont pas assez patriotes pour cela.

" Qu'est-ce donc qu'un castor ? L'ouvrier des villes appelle castor ceux qui prétendent savoir beaucoup et ne peuvent pas grand'chose—les hableurs, les parasites du métier. A la campagne, on appelle aussi " castors " ces petites bêtes noires qui vivent par bandes à la surface des eaux mortes et croupissantes et répandent une odeur qui n'est rien moins qu'agréable, les punaises d'eau enfin.

" Sont-ce là les types de la tribu de *L'Etendard ?* Les castors politiques sont un peu de tout cela et quelque chose de moins encore. Leur parti comprend toutes les médiocrités ambitieuses qui ne peuvent arriver par les voies ordinaires, tous les désappointés et un bon nombre d'hypocrites qui se prétendent religieux et conservateurs, pour mieux détruire chez le peuple le vrai sentiment religieux, dont la base fondamentale est le respect à l'autorité et l'amour du prochain.

" Ils n'ont, du reste, qu'un trait de ressemblance avec le vrai castor : ils font leur ouvrage avec de la boue ; ils détruisent les chaussés des bons moulins pour construire leurs tannières et ne sont vraiment utiles que lorsqu'on a vendu leur peau.

" L'opposition que nous font ces hommes ne serait pas importante, sans le caractère qu'ils ont donné à ce qu'ils appellent leur mission politique. Ils se sont affublés du manteau de la religion, et avec cette dépouille, ils en ont imposé à nombre de gens honnêtes qu'il est difficile de désabuser. "

L'ŒUVRE DES CASTORS

Cette œuvre, c'est la désagrégation, l'éparpillement du parti conservateur, l'avancement des libéraux, la perte de notre influence à Ottawa, de notre force comme peuple et comme race.

Ce sont les castors qui ont amené la déchéance de Mousseau, pour le remplacer par le Dr Ross, un homme de leur choix ; ce sont eux qui ont amené l'avènement des libéraux en s'alliant à Mercier dans la fameuse campagne nationale ; ce sont eux, par leur fanatisme et leurs exagérations religieuses, qui nous ont fait perdre une bonne partie de nos alliés anglais et protestants ; ce sont eux qui nous ont fait perdre, par la division qu'ils ont introduite dans nos rangs, l'influence dont nous jouissions dans le parlement fédéral et qui ont fait de notre race un objet de moquerie en organisant le mouvement rielliste, mouvement qui a soulevé toutes les autres provinces contre celle de Québec ; ce sont eux qui ont ruiné la réputation de tous nos meilleurs hommes publics, pour faire mousser quelques désappointés, une poignée de nullités prétentieuses,

incapables d'arriver par leur mérite, en suivant les droits sentiers de l'honneur et de la loyauté.

Quel est celui des nôtres qui ait échappé au venin de leur plume, à la bave de leurs orateurs ?

Les castors, véritables prostituées politiques, se sont offerts à tous les partis, se collant invariablement au plus offrant. Ce sont des coucheurs d'occasion, ne choisissant que les lits mollets, ne s'approchant que des tables bien garnies. Comme tous les trainards, on ne les voit sur les champs de bataille qu'après l'action, juste à temps pour ramasser les dépouilles, s'emparer du butin, jamais pour prendre part au combat ou payer de leur personne.

En 1884, un des leurs fut porté au pouvoir par Taillon et nos amis, qui formaient le gros de l'armée. Ils écumèrent tout ce qu'ils purent et quand ils n'eurent plus rien à grignotter, ils s'allièrent à Mercier, auquel les malheureux événements du Nord-Ouest et l'impéritie du Dr Ross ouvraient les portes du temple. Mercier leur fit toutes les concessions imaginables, négligea même ses meilleurs amis pour gorger les castors : les places, les *jobs*, le patronage sous toutes les formes leur furent prodigués au préjudice des vieux libéraux, qui supportaient depuis vingt-cinq ans le poids, les fatigues et les sacrifices de la lutte. Furent-ils satisfaits ? Pas du tout. Ils auraient voulu tout avoir et mettre les autres complètement en dehors du gouvernement, bien qu'ils ne fussent pas assez nombreux en Chambre pour fournir au gouverneur le nombre de ministres requis pour former un cabinet.

Ce jeu de bascule, dont ils sont coutumiers, leur réussit assez bien durant le premier parlement du régime Mercier, attendu qu'en se jetant d'un côté ou de l'autre, ils pouvaient amener la majorité avec eux. Par nécessité, Mercier les subit durant quatre ans ; mais, dès qu'il en trouva l'occasion, il fit des élections générales pour se débarrasser du couteau qu'ils lui tenaient sur la gorge. Nous fûmes battus ; mais les castors furent balayés. Ils se tinrent cois, arrachant tout ce qu'ils pouvaient du gouvernement Mercier, guettant l'occasion propice pour faire la pêche en eau trouble et se hisser sur le pavoi en passant pardessus la tête de ceux qui sortiraient victorieux de la lutte.

Cette inique tactique leur a parfaitement réussi. Nous avons battu Mercier, nous l'avons chassé du pouvoir, nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous sommes le parti, en un mot, et pourtant ce sont les castors qui gouvernent, qui exercent le pouvoir, dont ils usent et abusent à leur guise comme à leur profit. Forts de leurs accointances avec le chef de l'executif, comptant que nous sommes trop fidèles au drapeau pour l'abandonner à l'ennemi, ils nous traitent en parias et ne nous jettent que les os refusés par leurs goujats. Nos hommes ne comptent pour rien dans ce gouvernement, issu de la victoire remportée par nos soldats.

Sic vos, non vobis mellificatis apes

Si, encore, il ne s'agissait que d'une affaire de patronage, nous pourrions jusqu'à un certain point laisser faire ces malotrus, car le parti conservateur, le vieux parti de Cartier, lutte pour les principes et non pour la curée ; mais du train qu'ils y vont, ces malbetes sont en voie de nous ruiner pour toujours. Leurs taxes insensées, les persécutions qu'ils poursuivent contre leurs amis de la veille, pour masquer un peu leur désolante faiblesse, ont fait du ministère DeBoucherville l'une des administrations les plus odieuses dont l'histoire du pays fasse mention. Comme c'est notre parti qui maintient au pouvoir les hommes qui font toutes ces choses, le peuple nous en tient responsables et nous confond avec les castors dans ses malédictions. Il y a pis encore. Il circule d'affreuses rumeurs sur les agissements plus que compromettants de certains ministres castors et de leurs mignons. Si ces rumeurs venaient à se traduire

au jour par des révélations bien fondées, le peuple aurait droit de se soulever avec autant de colère et d'indignation contre le gouvernement DeBoucherville qu'il s'est soulevé contre l'administration Mercier. Nous avons *de bonnes raisons de croire* que les barrières de péage existent encore, que le système se continue au profit des castors et que la seule chose qui ait changé, ce sont les noms des gardiens de barrière.

Devons-nous courir le risque de cette aventure? Devons-nous, par une loyauté outrée, continuer à couvrir de notre égide, des hommes dont les actes sont de nature à nous perdre irrévocablement dans l'opinion publique ?

Voilà toute la question !

L'affaire des $100,000 de la baie des Chaleurs a tué les libéraux : allons-nous permettre que l'affaire des $100,000 de l'asile de Beauport nous tue pareillement ? Figurons-nous donc un peu ce qui arriverait d'une telle affaire, quand nous avons déjà contre nous l'odieux créé par les taxes et les sottes affaires judiciaires qui se sont déroulées dernièrement devant les tribunaux !

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Ce qu'il faut faire, c'est bien simple : tranchons la position, séparons-nous carrément des castors et jetons-les pardessus bord, afin de nous dégager ouvertement de la responsabilité de leurs faits et gestes.

Pourquoi, au risque de l'existence du parti conservateur, servirions-nous de paravent à cette misérable coterie ? Nous avons la majorité dans le pays et en Chambre, indépendamment des castors : pourquoi n'aurions-nous pas le contrôle de la direction des affaires ? Si les castors ne l'entendent pas comme cela, qu'ils retournent aux libéraux, leurs alliés d'hier.

D'ailleurs, l'existence de cette faction d'hermaphrodites politiques, composée de l'écume, des déchets des deux partis, constitue un danger sérieux pour nos institutions gouvernementales. Sous le régime constitutionuel, il ne doit y avoir que deux partis—les conservateurs et les libéraux. L'existence d'un troisième parti ne peut amener que la confusion, qui empêche le franc jeu des partis et peut mettre le pays à le merci du premier venu.

C'est précisément ce que le castorisme a fait parmi nous. Depuis l'apparition de cette triste engeance, le pays a été dans une continuelle tourmente politique ; nous sommes devenus un objet de risée et de moquerie pour les populations des autres provinces. Ces gens-là ont traîné dans la boue les hommes les plus marquants des deux partis, ils ont tout sali, tout avili, ils ont fait perdre à une bonne partie du peuple toute confiance dans ses chefs naturels, ils ont compromis le clergé, enfin ils ont empoisonné l'opinion publique et rendu le gouvernement de parti presqu'impossible.

Pour toutes ces raisons, nous le disons sans crainte d'être démentis par les hommes sincères, dévoués à leur parti :

LE CASTORISME, VOILA L'ENNEMI !

Cet ennemi, il faut le combattre sans trêve et sans merci, le détruire, le mettre dans l'impossibilité absolue de recommencer son brigandage. Si, pour atteindre ce but, il faut faire alliance, faisons-la avec les libéraux. Eux, au moins, nous combattent à visage découvert et nous savons à qui nous avons affaire quand nous les rencontrons sur le champ de bataille. Que les honnêtes gens se donnent la main, entreprennent la croisade contre le castorisme et nous sortirons bien vite du chaos dans lequel il nous tient depuis une quinzaine d'anéées. Sus aux traîtres et aux faux partisans !

Pour faire suite et devant paraître sous peu : LA GALERIE CASTORIENNE